

Sommaire // [Edito p1](#)
[Actualités du CRJ](#) // [Nouveaux membres p1](#)/ [Interventions p2](#) /
[Publications p3](#) / [Participations à des jurys p5](#)
[Actualités de la recherche p6](#) / [Les manifestations scientifiques passées p10](#) / [Les manifestations scientifiques à venir p11](#)
[Du côté des doctorants](#) // [Le mot des représentants p14](#) /
[Soutenances de thèses p14](#).

EDITO

Chèr(e)s membres du CRJ,

Cette nouvelle livraison de la lettre du CRJ est (comme d'habitude) le reflet de l'activité du laboratoire et de celle de ses membres : riche et variée.

Son édito, par contre, est le reflet du manque cruel d'inspiration de son auteur qui, faute d'idée intéressante, se retrouve contraint à expliquer qu'il n'en a pas.

S'il faut vraiment en tirer un enseignement, c'est qu'il faut parfois savoir renoncer à écrire lorsque l'on a rien à dire et refuser la dictature du fameux « publish or perish ».

Tiens, mais ne serait-ce pas une idée ?

Trop tard, bonne lecture !

Romain et Ingrid

ACTUALITES DU CRJ

NOUVEAUX MEMBRES

Le CRJ accueille sept nouveaux doctorantes et doctorants :

- Théo Abadie, doctorant sous la direction de Sabine Lavorel. Sujet de thèse : « *Le statut juridique du patrimoine scientifique : le cas des échantillons à usage scientifique* ».

- Raïssa Djakpo, doctorante sous la direction de Léo Vanier. Sujet de thèse : « *L'Etat à l'épreuve des groupes armés d'auto-défense : cas du Bénin, du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire* ».

- Alya Hafsaoui, doctorante sous la direction de Romain Rambaud. Sujet de thèse : « *Les méthodes de la justice algorithmique : l'exemple du contentieux des élections politiques* ».

- Camille Moutous, doctorante sous la direction de Sabine Lavorel. Sujet de thèse : « *Le traitement juridique des dommages résultant des changements climatiques* ».

- Sarah Schmalian, doctorante sous la direction de Serge Slama. Sujet de thèse : « *Les évolutions de l'office du juge du référé-liberté* ».

- Mélissa Serdouh, doctorante sous la direction d'Ingrid Maria. Sujet de thèse : « *L'exécution contractuelle en nature* ».

- Kouamé David Zaucyn, doctorant sous la direction de Nicolas Kada. Sujet de thèse : « *La justice environnementale à la lumière de l'expansion du droit à l'énergie en Afrique de l'Ouest : le cas du Bénin* ».

QUALIFICATIONS AUX FONCTIONS DE MCF

Deux docteurs ont été qualifiées aux fonctions de MCF : Julie Bukulin (droit privé) et Ludovica Robustelli (droit public).

Deux enseignantes-chercheuses contractuelles l'ont été aussi : Manon Bonnet (droit public) et Jennifer Bouffard (droit privé).

CENTRE DE DOCUMENTATION

Compte Perma.cc

Perma.cc ∞ Nous avons demandé la création d'un compte Perma.cc pour le centre de documentation Léon Michoud.

Développé par [The Library Innovation Lab d'Harvard](#), ce site permet la transformation d'une adresse URL en lien pérenne. Ainsi les liens de vos bibliographies ne seront plus perdus.

Pour un accès à ce service, adressez-vous à Maëlle Sivy qui vous ouvrira les droits. [Pour en savoir plus](#).

INTERVENTIONS

Sébastien Bernard

- « *L'établissement public expérimental, dépassement du modèle faurien d'Université ?* ». Colloque « (Re)Penser l'Université française : de la loi Faure aux défis de l'université du XXI^e siècle ». Tours, mars 2023.

Anne-Sophie Brun-Wauthier

- « *L'accès à l'AMP par les personnes trans* », webinaire pour la fédération nationale des CECOS, 2 décembre 2022.

- « *Vie affective et sexualité des adolescents en institution* », formation à la clinique du Grésivaudan, 8 décembre 2022.

- « *Présentation des principes juridiques à l'œuvre dans la réflexion sur la fin de vie et l'aide active à mourir* », in Réflexions des structures éthiques et palliatives du CHUGA sur l'avis 139 du CCNE, Réunion annuelle de l'Espace éthique du CHUGA, 26 janvier 2023.

- « *Nouvelles demandes d'AMP : jusqu'où aller ?* », Fédération française des CECOS, XXIX^e séminaire, Reims, 16 mars 2023.

Claire Courtecuisse

- « *Droit et climat : la mobilisation citoyenne au cœur de la territorialisation* », avec N. Kada. Colloque *Droit(s) et territoire(s) Regards croisés des sciences juridiques et territoriales*, 8-9 décembre 2022, CIST, Aubervilliers.

Julie Courtois

- « *La technique des interprétations de la Cour Populaire Suprême de Chine* », colloque « *Le code civil enrichi - méthodes contemporaines d'interprétation législative hors litige* ». Nice, le 10 novembre 2022.

- Journée d'étude « *Ce que la nécessité fait au droit* », organisée avec Amélie Imbert (Cesice), le 25 novembre 2022, UGA, Grenoble.

Amélie Favreau

- Conférence : Ubisoft et Queen Mary University of London, « *More than Just a Game* », panel sur « *Metaverses and Intellectual property rights* », 2 février 2023. <https://www.mtjg.co.uk>

- Colloque « *NFT et le droit* », présidence de séance du colloque (Dir. T. Girard-Gaymard et I. Randrianirina), Lyon, 10 janvier 2023.

Frédérique Fiechter-Boulevard

- Collaboration avec le Dr Virginie Scolan, responsable du Service de Médecine légale CHU Grenoble Alpes, pour la mise en place de cours sur « *Les responsabilités du médecin* », DES Médecine légale. Décembre 2022.

- Mise en place du second séminaire de Criminologie, DU Criminologie avec la collaboration, notamment, du Directeur de la Maison d'arrêt de Varcès, des Commissaires de Police de Grenoble et Valence, de la Directrice du SPIP de Grenoble, du Directeur de l'Association France Victimes de Grenoble. Mars 2023.

Baptiste Jouzier

- « *Les enjeux liés aux accords extérieurs de l'Union européenne en matière d'immigration* », intervention coréalisée le 1^{er} novembre 2022 avec Léo Fontfrède, au sein du panel « *Mobilité des personnes et valeurs européennes* », 11^eme École d'automne sur l'Union européenne : « *Les valeurs promues par l'Union européenne : avancées et défis contemporains* », organisée par la Chaire Jean Monnet en intégration européenne de l'Université Laval, Québec, Canada.

- « *La politique migratoire de sécuritisation et d'externalisation de l'Union européenne vers l'Afrique : un obstacle dirimant au progrès de la gouvernance mondiale des migrations* », intervention coréalisée le 19 décembre 2022 avec Léo Fontfrède, au sein du panel « *Droit international de la migration en Afrique: regard analytique et comparatif avec les systèmes régionaux européens et interaméricains* », dans le cadre du symposium international « *Repenser la mobilité humaine sous le regard africain : analyse et perspectives* », organisé par l'Observatoire sur les Migrations Internationales, les Réfugiés, les Apatrides et l'Asile (OMIRAS) à l'Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Sénégal (intervention en ligne).

- « *La régulation des flux migratoires internationaux: une compétence nationale encadrée par le droit international* », conférence par l'Association tunisienne pour le droit international (ATDI) et LEAD-Tunisia, le 10 mars 2023, en ligne.

Nicolas Kada

- « *Droit et climat : la mobilisation citoyenne au coeur de la territorialisation* » : contribution orale, avec Claire Courtecuisse, colloque « Droit(s) et territoire(s) » organisé à Paris par le CIST (Collège interdisciplinaire des sciences du territoire), le 9 décembre 2022.

Mariana Kato

- Présentation d'une communication au colloque « Droit et Radicalités », organisé par l'Institut d'études du droit public, Université Paris-Saclay, 25 novembre 2022.

Ingrid Maria

- « *La notion de patrimoine en droit privé* », colloque « Droit(s) et patrimoine(s) » le 16 novembre 2022 à Grenoble.

- Séminaire autour des mineurs non accompagnés (recherche collective IERDJ), Saint-Etienne, 17 et 18 novembre 2022.

Iony Randrianirina

- « *Les opportunités de la propriété intellectuelle dans l'appropriation culturelle : quelles sanctions ?* », colloque des JUSPI (Jeunes Universitaires Spécialisés en Propriété Intellectuelle), le 2 février 2023 à Mulhouse, sur « *Les incertitudes de la propriété intellectuelle* ».

Anne-Gaëlle Robert

- « *De la LPJ à la loi pour la confiance dans l'institution judiciaire : les dernières évolutions du droit de la peine* », conférence à l'ENM, Paris, 1er févr. 2023.

Delphine Sassolas

- « *La protection du consommateur de crédit au-delà du Code de la consommation* », colloque sur les 50 ans du droit de la consommation, Faculté de droit de Montpellier, le 9 décembre 2022.

Serge Slama

- « *Le Conseil constitutionnel face aux mesures d'éloignement* », Chaire Migrations et sociétés

de François Héran, Collège de France, année 2022-2023, séminaire « Droits des migrants », séance du 21 février 2023. [Vidéo disponible ici](#).

- Audition sur le projet de loi pour contrôler l'immigration et améliorer l'intégration, par Mme Muriel Jourda et M. Philippe Bonnecarrère, co-rapporteurs au nom de la commission des lois, Sénat, 20 février 2023.

- Plusieurs conférences sur le projet de loi immigration-intégration (Conférence-débat musée de Grenoble Migrants Isère, Jan 2023 ; Union des étudiants exilés, février 2023, etc.)

Emilie Terrier

- « *Photographie et droit d'auteur : l'acte créatif en question* », colloque des JUSPI (Jeunes Universitaires Spécialisés en Propriété Intellectuelle), le 2 février 2023, Mulhouse, sur « *Les incertitudes de la propriété intellectuelle* ».

Romain Tinière

- « *Les données, nouvelle(s) libertés(s) fondamentales* », in J.-M. Bruguière (dir.), L'émergence d'un droit des données, colloque de Grenoble du 2 décembre 2022.

Géraldine Vial

- « *L'intelligence artificielle peut-elle servir à simuler des décisions de justice ?* » (avec E. Vergès), The Impact of New Technologies in the Justice and Health Sectors, 5e édition du colloque « La Rencontre entre la Science et le Droit dans le Numérique » dans le cadre de La Semaine de la Digitalisation 2023 de la FDCA, Université de Lausanne (UNIL), Suisse, 9 février 2023.

Stéphane Zinty

- « *Plan de cession et actifs hors du patrimoine du débiteur* », in La restructuration en lumière, Le plan de cession de l'entreprise dans tous ses états, Colloque Lyon 3 du 8 décembre 2022.

PUBLICATIONS

Maxime Barba

- « *Le naufrage de la Cour de justice à la confluence du droit international privé européen et de l'arbitrage* », RLDA nov. 2022.

- « *Epilogue jurisprudentiel : seule la cour connaît de la recevabilité des demandes nouvelles en appel* », Recueil Dalloz 2022, p. 2015 (cosigné avec Th. Le Bars).

- « *La délégation adoptive sous le regard de la Cour de cassation* », Recueil Dalloz, 2022, p. 2134 (cosigné avec G. Millerieux).

- « *Charte de présentation des écritures - Entre droit extra-mou et droit extra-flou* », Dalloz actualité, 2 février 2023.

- Fascicule « *Exécution des jugements et actes français à l'étranger* », JurisClasseur Procédures Formulaire, 26 janv. 2023.

Sébastien Bernard

- « *Le CHU et ses relations avec l'Université* » in Lami (A), Poirot-Mazères (I), Touzeil-Divina (M) et Vioujas (V) Dir, *Hôpital et Universités : inspirations parallèles ?*, Editions l'Epitoge, 2022, pp. 163-169.

Jennifer Bouffard

- « *Les abus de position dominante et l'accès aux données* », avril 2023, JCPE.

Sébastien Brameret

- « *La loi Sapin et les entreprises publiques locales : trente ans, l'âge de raison ?* », in Doss. spécial sur les trente ans de la loi du 29 janvier 1993, AJDA, 2023, n° 4, p. 186.

- Tribune « *Holyrood vs Westminster* », AJDA, 2023, n° 4, p. 145.

- Tribune « *De la (re)définition de l'évaluation des politiques publiques par les chambres régionales des comptes* », JCP A, 2022, n° 50, AR 763.

- Création d'une fiche L.360 : « *Engager la responsabilité financière des gestionnaires publics* », Lexis360 Public, FP 683484 - mise à jour biannuelle.

Patrick Canin

- « *Droit pénal général* », 13ème édition, janvier 2023.

- « *Droit civil - Les obligations* », 8ème édition, janvier 2023.

- « *Droit commercial* », 8ème édition, janvier 2023.



Frédérique Cohet

- Contribution à l'ouvrage « *Notaire* » publié aux éditions Dalloz 2022, pp. 614 à 662.

- « *Le conjoint non propriétaire n'est pas recevable à contester le bien-fondé de la saisie* », AJDI 2022. 774 - 10 novembre 2022.

- « *Vice caché et origine du trouble* », AJDI 2022. 861 - 15 décembre 2022.

- « *Des suites de l'annulation de la décision de préemption d'une commune* », AJDI 2023. 63 - 15 janvier 2023.

- « *ICPE et information due par le vendeur* », AJDI 2023. 142 - 15 février 2023.

Michel Farge

- « *Droit international privé - Regards croisés sur le projet de codification du droit international privé* ». Entretien par Alain Devers et Michel Farge, *Droit de la famille* n° 2, février 2023.

Jean-Pierre Grandemange

- « *La composition des Conventions citoyennes françaises : Mythes et réalités* », *Revue Politique et Parlementaire* (en ligne), 24 novembre 2022.

Nicolas Kada

- « *40 ans de décentralisation : une mise en perspective* » (Direction de l'ouvrage) - Paris : Le Moniteur, coll. *Droit et Gestion des Collectivités Territoriales* (GRALE), 2022, 578 p.



Mariana Kato

- Ouvrage « *Science et droit* », dir. D. Jouve, M. Almeida Kato, C. Deraedt et A.-P. So'o, Paris, Mare&Martin, avril 2023.

- Ouvrage « *La transparence de la justice constitutionnelle : une étude de droit comparé (France, Brésil, États-Unis)* », collection « *Nouvelle Bibliothèque de Thèses* », vol. 221, Paris, Dalloz, avril 2023.

Floriane Maisonnasse

- « *Le versement direct de l'aide sociale à l'hébergement des personnes âgées à l'hôpital ne s'oppose pas à sa récupération sur succession* », *AJ fam.* 2022. 448.

Ingrid Maria

- « *Les soins psychiatriques sans consentement* » in *Les métamorphoses du droit des personnes* (dir. B. Teyssié), Lexisnexus, mars 2023, p. 323-343.

- Titre 33 - *La protection des personnes vulnérables* (p. 1446 à 1625) et *chapitre relatif à la représentation et à l'administration légale* (p. 1133 à 1181) in *Droit de la famille* (Dir. F. Chenedé), Dalloz action 2023/2024.

- « *Fin de l'habilitation familiale : entre ombre et lumière* », Dr. fam. 2022, étude 28.

Delphine Sassolas

- « *Le financement des installations photovoltaïques* », dans l'ouvrage « *Le développement de l'énergie photovoltaïque - modèles juridiques* », sous la direction de David Bailleul et Hélène Claret, PUSMB, 2022, p.121-166.

Serge Slama

- « *L'empreinte des états d'urgence sur la loi sur la « sécurité globale* », in Julie Gallois, Raphaël Maurel, *La sécurité globale. Perspectives juridiques & éthiques*, L'Épilogue, coll. « L'Unité du Droit », 2022, p. 123- 138.

- « *Le projet de loi « Darmanin » peut-il contribuer à contrôler l'immigration et améliorer l'intégration ?* » (2 billets), [Blog Club des juristes](#), 10 et 13 février 2023.

Lara Taleb

- « *L'incidence des demandeurs d'asile sur les finances publiques de l'Union Européenne - Un impact fiscal modéré* », editor@lebanonlawreview.org © 2023 HAQQ, LLC., LexisNexis Middle East.

Romain Tinière

- « *Droit de l'Union européenne des droits fondamentaux* », Romain Tinière et Claire Vial, Bruylant, 2023, 733 p.



- « *Droits fondamentaux* », Romain Tinière (dir.), Chronique annuelle à l'Annuaire de droit de l'Union européenne, ADUE 2021, p. 197.

- « *Les modalités d'invocation de la Charte devant le juge national* », in R. Tinière et L. Burgorgue-Larsen (dir.), *Le juge français et la Charte des droits fondamentaux de l'UE*, journée d'étude, 3 juin 2022 à Paris, RDLF 2023 chron. n°7.

Géraldine Vial

- « *Prise en main d'un outil d'intelligence artificielle par des auditeurs de justice : l'office du juge sous l'influence des algorithmes* », Recueil Dalloz, Dalloz, 2022, 38, p. 1928.

- « *Droit à la preuve, loyauté probatoire et vie privée dans le contentieux du travail - Des articulations confuses* », Revue de droit du travail, Dalloz, 2023, rubrique Controverse, n°3.

Stéphane Zinty

- « *Opposabilité du droit de propriété du crédit-bailleur : l'inefficacité de la publication du jugement arrêtant le plan de redressement du preneur* », JCP éd. Entreprise et affaires, mars 2023.

AUTRES PARTICIPATIONS

Claire Courtecuisse

- Rapporteur de thèse pour la thèse soutenue par Valentin Noisette, « *Administration et Police à Boulogne-sur-Mer au XVIIIe siècle* », à l'Université de Picardie Jules Verne, Amiens, le 30 novembre 2022.

Michel Farge

- Codirecteur, avec Romain Tinière, de la thèse de Loïc Bret « *L'avènement du concept d'identité de genre : une illustration du phénomène de dynamisme des normes* » soutenue le 12-12-2022, Faculté de droit Grenoble.

- Codirecteur avec Sylvain Bollée de la thèse de Yoann Pré « *L'impératif de protection des légitimes prévisions des parties en droit des conflits de lois* » soutenue le 09-06-2022, Faculté de droit Paris I, à la suite laquelle l'intéressé a été qualifié au CNU en mars 2023.

Amélie Favreau

- Rapporteur de la thèse de Efrain Fandino Lopez, sur « *Les œuvres automatisées à l'épreuve du droit d'auteur : réflexions sur les créations réalisées par des systèmes d'intelligence artificielle* », le 28 mars 2023 à l'Université Paris-Cité, sous la direction de Caroline Le Goffic.

- AFNOR : participation à la commission de normalisation sur le Métavers, le 27 mars 2023.

- Audition par l'Inspection générale des finances, dans le cadre de la mission de relative au Web3, 2 mars 2023.

Nicolas Kada

- Soutenance de thèse de Laetitia Ndoti-Ngbale « *L'efficacité du droit de l'internationalisation des municipalités du Québec* », directeur de thèse (en cotutelle avec l'Université Laval - Québec), Grenoble, 14 décembre 2022.

- Soutenance de thèse de Lison Leneveler « *Les collectivités territoriales et les migrants* », directeur de thèse (en convention CIFRE avec la Ville de Villeurbanne), Grenoble, 1er décembre 2022.

Ingrid Maria

- Soutenance de thèse de Mickaël Gros, « *Les métamorphoses de la protection patrimoniale en droit de la famille* », Grenoble, 5 décembre 2022 (co-direction).

- Soutenance de thèse d'Ameni Kchaou, « *La responsabilité civile et internet* », dir. O. Gout, Lyon 3, 19 décembre 2022 (membre rapporteur).

- Soutenance de thèse de Jeanne Charlotin-Kervazo, « *Le droit de vote des déficients intellectuels* », Vannes, 3 février 2023 (membre suffragant).

Serge Slama

- Jury pour la soutenance de thèse d'Alice Collin, « *Gens du voyage et droit de l'urbanisme : contribution à l'étude d'un habitat en marge des règles d'occupation et d'utilisation des sols* », sous dir. Éric Péchillon et Béatrice Thomas Tual, Université Bretagne-Sud, 10 février 2023.

ACTUALITES DE LA RECHERCHE

PROJETS DE RECHERCHE

Projet SURPEX
(ANR-22-CE53-0006)
coordonné par Léo Vanier

Le 15 octobre 2021, le Conseil constitutionnel a, pour la première fois, identifié un « principe inhérent à l'identité constitutionnelle de la France » : l'interdiction de déléguer à une personne privée des compétences de police inhérentes à l'exercice de la « force publique » nécessaire à la garantie des droits.

Se trouvent ainsi renforcées les limites au recours au secteur privé pour la réalisation des tâches, dont la surveillance pénitentiaire est un des autres rares exemples, qui sont « inhérentes à l'exercice par l'État de sa mission de souveraineté ». Alors qu'elle traduit une exigence de l'ordre de l'essence du politique, cette règle est pourtant, depuis plusieurs années, affaiblie par les transformations des mondes du travail et les recompositions de la frontière public-privé. En posant la question de ce que fait l'État – et donc de ce qu'il est – l'étude de l'externalisation en regard de la fonction de surveillance pénitentiaire entend saisir les évolutions institutionnelles contemporaines conduisant à l'émergence d'organisations innovantes, hybrides et réticulaires.

Dans ce cadre, le projet vise à apprécier la prétention de la norme juridique à forger le réel – ici l'interdiction de recourir à un tiers pour réaliser une activité – à la lumière des faits tels que vécus et interprétés par les acteurs concernés.

Tant le droit que la sociologie de l'action publique ont donc vocation à être mobilisés, au sein d'un protocole mixte mêlant analyse du cadre normatif et enquête de terrain. La réalité juridique de l'interdiction du recours à un tiers en matière de surveillance pénitentiaire pourra alors être appréciée à la lumière de l'expérience sociologique de ladite surveillance aux prises avec le degré d'externalisation des établissements concernés.

Durée : 36 mois. Début le 27 mars 2023.

Équipe : Yannick Ahonzo (doctorant, UGA-CRJ), Marie-Julie Bernard (MCF, IEPG-CERDAP2), Bénédicte Fischer (MCF, UGA-CERDAP2), Martine Kaluszynski (Dir. rech., CNRS-PACTE), Xavier de Larminat (MCF, Univ. Rouen-CUREJ), Éric Péchillon (PU, Univ. Bretagne Sud-LABLEX), Raphaël Reneau (MCF, Univ. Bretagne Sud-LABLEX), Serge Slama (PU, UGA-CRJ), Léo Vanier (PU, UGA-CRJ).

Deux recrutements (post-doc) auront lieu au cours des prochains mois.

N'hésitez pas à contacter Léo Vanier si le projet vous intéresse à un titre ou un autre (leo.vanier@univ-grenoble-alpes.fr).

ESADA
**Quelques retours réflexifs sur une recherche
interdisciplinaire**

Delphine Neven

Le 2 février dernier, le Défenseur des droits (ci-après, le « DDD ») a publié une synthèse de l'étude intitulée « la 'particulière vulnérabilité résultant de la situation économique' : éclairages sociologiques en vue d'une meilleure appréhension par le droit de la non-discrimination », à laquelle plusieurs chercheurs.euses du CRJ ont participé. Dans ce cadre, mon souhait n'est pas de vous présenter les résultats de cette étude (qui peuvent être [consultés ici](#)), mais plutôt de vous partager quelques éléments relatifs à l'expérience que j'ai vécue en tant que juriste en charge, avec d'autres, de la réalisation de cette étude interdisciplinaire. En effet, l'un des objectifs de l'étude était, à travers l'association de sociologues et de juristes, de parvenir à la formulation de résultats affranchis, autant que possible, du cloisonnement qui existe entre ces deux disciplines.

Dès le départ, j'ai trouvé que la composition pluridisciplinaire de l'équipe avait marqué notre façon de travailler. En effet, conformément à ce que font habituellement les sociologues, la proposition d'étude soumise en réponse à l'appel à projet du DDD s'est articulée autour de la formulation d'hypothèses et de la description des méthodologies que nous mettrions en œuvre afin de les tester. Suite à l'obtention du financement, nous avons débuté l'étude par la rédaction d'un document de cadrage, précisant encore ces deux points. Ce souci de se doter d'un programme extrêmement détaillé de recherche, notamment sur le plan méthodologique, ne m'était pas familier. Toutefois, le bien-fondé de procéder ainsi m'est apparu évident : ce document, qui a été réajusté à plusieurs reprises au cours de l'étude, nous a permis d'avoir une véritable feuille de route, par rapport à laquelle nous étions en mesure de nous situer tout au long de l'étude. Cette étude m'a également permis de prendre conscience de l'importance de nos conditionnements disciplinaires et de leurs impacts. A titre d'exemple, alors que je m'inscrivais tout naturellement dans une perspective d'amélioration du droit, les sociologues avec qui nous travaillions ne voyaient pas l'intérêt d'aller sur ce terrain-là, sans avoir, au préalable, interrogé le degré d'appropriation du dispositif juridique étudié par les personnes concernées et l'intérêt qu'elles lui portent. En pratique, ces « décalages » ne se sont pas apparentés à des « incompatibilités », mais ont, au contraire, alimenté notre réflexion autour de la recherche de solutions médianes, faisant sens pour chacun.es de nous.

Je retiendrais également de cette étude que l'interdisciplinarité demande du temps. En effet, notre aspiration à l'interdisciplinarité n'a pas pu être assouvie immédiatement, puisque nous avons rapidement ressenti que pour parvenir à un résultat interdisciplinaire, il convenait d'abord de produire des analyses dans chacun des

champs disciplinaires en présence. Pour le dire simplement, il est apparu qu'avant de connaître le résultat de $A + B$, il faut bien comprendre A et B distinctement. Ce sont donc des travaux exclusivement juridiques et sociologiques que nous avons réalisés dans un premier temps, ce qui m'a offert l'occasion d'expérimenter certaines méthodologies des sciences sociales (en l'occurrence, les questionnaires et les entretiens), sous la supervision de sociologues.

La présente recherche a fini de me convaincre de l'intérêt qu'il peut y avoir à approcher certaines questions ou certains phénomènes à l'intersection de plusieurs disciplines, fût-ce en se confrontant aux exigences, inhabituelles pour un.e chercheur.euse en sciences juridiques, du dialogue interdisciplinaire. Gageons que ce dialogue pourra être poursuivi.

INTERNATIONAL

Intervention au Vietnam

Stéphane Gerry-Vernières a été invitée à intervenir, en décembre 2022, à l'Université d'Ho Chi Minh, au Vietnam, lors du séminaire sur le préjudice matériel et le préjudice moral en cas d'atteinte aux biens.



Professeur invité

Burkhard Schafer
Professor for Computational Legal Theory
University of Edinburgh

Le CRJ a accueilli le professeur Burkhard Schafer de l'Université d'Edimbourg du 16 au 28 janvier. Invité par Amélie Favreau, il sera de nouveau au CRJ pour un second séjour de recherche de deux semaines à partir du 11 juin. Une rencontre avec les membres du CRJ sera organisée à cette occasion.

Ses travaux de recherche portent sur : *Blockchains, charitable donations and decentralised philanthropy.*

Séjour de recherche aux Etats-Unis

Julie Courtois est invitée cet automne pour un séjour de recherche de 4 mois auprès du Center for Chinese Studies à l'Université de Berkeley, en Californie.

Ses recherches dans le cadre de ce séjour porteront sur *L'application judiciaire du principe vert du nouveau code civil chinois.*

SOUTENANCES HDR

Anne-Gaëlle Robert - soutenance de la thèse HDR « *Comment redonner du sens à la peine privative de liberté ? Eléments de réflexion* », sous la direction de Stéphanie Fournier, le 15 décembre 2022, Grenoble.

Fabien Girard - Soutenance de la thèse HDR « *La propriété, la terre, les communs. Essai d'histoire environnementale de la pensée juridique* », sous la direction d'Albane Geslin, le 17 mars 2023, Grenoble.



ACCUEIL DE STAGIAIRES

Campagne de stages au CRJ en 2023

Pour sa 3ème campagne de stage officielle, le CRJ accueillera cette année 14 stagiaires dont 6 financés ou co-financés par le laboratoire. Toutes les demandes de prise en charge de gratifications par le CRJ ont été acceptées. Un stage dans le cadre du dispositif stages d'excellence de l'UGA est en cours de recrutement.

Le CRJ souhaite ainsi susciter l'intérêt pour la recherche chez les jeunes.

Les stagiaires qui sont accueillis actuellement ou qui le seront prochainement :

- Séma Yilmaz, stage de 3 mois encadré par Léo Vanier et Julie Arroyo dans le cadre de l'organisation du colloque « Droit et ménage » de septembre 2023.

- Germain Carlier, stage de 3 mois encadré par Hafida Belrhali, dans le cadre du projet de recherche sur les Harkis et la réparation.

- Magali Drevet, stage de 6 mois encadré par Léo Vanier, Serge Slama et Thierry Ménissier (professeur, Institut de philosophie de Grenoble), dans le cadre de l'Institut MIAI UGA.

- Samuel Ibghi, stage de 5 mois encadré par Caroline Bligny (informaticienne) dans le cadre du projet JADE.

- Ilanne Kaczmarek, stage de 4 mois et demi encadré par Adrien Baysse-Laine (chargé de recherche en géographie, Institut d'urbanisme et de géographie alpine, PACTE) dans le cadre du projet Decarb'AURA.

- Célia Knopf, stage de 3 semaines encadré par Etienne Vergès.

- Shirine Louy, stage de 2 mois et demi encadré par Julie Arroyo, dans le cadre de la rédaction de son mémoire de recherche qui porte sur « *l'évolution récente de la liberté conscience et de religion sur les droits des femmes voilées dans le milieu de l'emploi au Québec et en France* ».

- Alexandre Margirier, stage de 3 mois encadré par Anca Ailaincai dans le cadre de son IUF.

- Mickaël Pereira, stage de 1 mois encadré par Caroline Bligny (informaticienne) dans le cadre du projet JADE.

- Laura Roux-Fouillet, stage de 5 mois et demi encadré par Yannick Joseph-Ratineau dans le cadre du projet Decarb'AURA.

- Aymeric Sciers, stage de 2 mois encadré par Romain Rambaud dans le cadre du projet JADE.

- Ilda Sehitaj, stage de 5 mois encadré par Romain Rambaud dans le cadre du projet JADE.

- Jingyang Quan, stage en statistiques de 3 mois encadré par Géraldine Vial.

DROIT ET CULTURE

Exposition « Parcours de Harkis et de leurs familles » 23 mai - 2 juin 2023

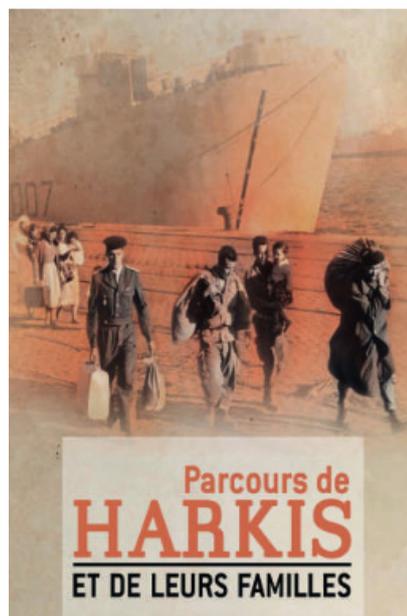
Centre de documentation Léon Michoud

Cette exposition créée par l'ONACVG (Office national des combattants et des victimes de guerre) retrace l'histoire des anciens supplétifs et de leurs familles depuis le début de la présence française en Algérie jusqu'à nos jours. Elle revient sur différents aspects de cette histoire riche et complexe.

L'exposition est accueillie au CRJ dans le cadre des recherches portées par Hafida Belrhali sur les Harkis et la réparation, et notamment dans le cadre du volet culturel *Art, Harkis et droit*, dont l'objet est de créer un catalogue d'œuvres artistiques.

Les 25 panneaux de l'exposition seront répartis sur deux espaces : le Centre de documentation Léon Michoud et le hall d'accueil de la Bibliothèque universitaire.

Exposition visible aux heures d'ouverture du centre de documentation.



Journée d'étude « Ce que la nécessité
fait au droit »
25 novembre 2022
UGA

Cette journée était co-organisée par Julie Courtois et Amélie Imbert (Cesice). Elle s'est inscrite dans le cadre d'un cycle de journées d'étude *De la nécessité en droit à la nécessité du droit* qui se poursuivra par une nouvelle journée d'étude courant 2023. Cette journée a permis aux participants d'échanger sur la rhétorique de la nécessité au soutien du droit et sur la nécessité dans la mise en oeuvre du droit.

Colloque « L'émergence d'un droit
des données »
2 décembre 2022
Musée de Grenoble



Ce colloque sur la propriété intellectuelle, organisé par Jean-Michel Bruguière, a réuni professionnels (avocats, économistes, dirigeants de start-ups) et universitaires sur la question de l'émergence d'un droit des données. Il s'est intéressé à la nature essentielle des données abordée du point de vue de l'économie et des droits fondamentaux. Il s'est ensuite intéressé au régime juridique qui entoure ces données. Il s'est tenu au Musée de Grenoble, réunissant près de 120 participants.

Les enregistrements audio des interventions sont disponibles sur le [site internet du CRJ](#).



Michel Farge et Adeline Gouttenoire, professeure de droit privé à l'Université de Bordeaux, étaient au Centre de documentation Léon Michoud pour présenter leur ouvrage « *Droit de la famille - droit interne, européen et international* ».



Table-ronde « La coopération transfrontalière
locale et régionale en matière de gestion des
eaux. Regards croisés France / Québec »
15 décembre 2022
UGA

Cette table-ronde était organisée par Laetitia Ndoti-Ngbale, docteure en droit public, en partenariat avec le CRJ et le Centre d'études canadiennes de Grenoble. Interdisciplinaire et internationale, cette table-ronde s'est intéressée notamment à la coopération transfrontalière en matière de gestion des eaux (Québec / Etats-Unis, dans le bassin du Grand Genève, France / Angleterre...), et aux autres dispositifs juridiques ou initiatives citoyennes mis en place pour protéger les eaux. Elle a accueilli des intervenants français et québécois.

Colloque « Les NFT saisis par le droit »
10 janvier 2023
Lyon

Ce colloque était une co-organisation de l'Unité de recherche Confluence *Sciences et Humanités* de l'UCLy et du CRJ, sous la direction scientifique de Tristan Girard-Gaymard (MCF UCLy-URConfluence) et de Iony Randrianirina.



Il a permis d'aborder les NFT, Non Fongible Tokens ou jetons non fongibles, sous l'angle juridique.

Les actes seront publiés à la Revue Lamy Droit de l'immatériel, numéro de juin 2023. Le colloque est [disponible en vidéo](#).



Conférence « Droit et informatique » 20 janvier 2023 UGA

Le cycle de conférences autour de la thématique « Droit et informatique » s'est ouvert par une conférence de Danièle Bourcier, invitée par Romain Rambaud à intervenir sur le thème « *De l'informatique juridique des années 90 à l'intelligence artificielle d'aujourd'hui : quels chemins pour l'algorithmisation du droit et de la justice ?* ».



Danièle Bourcier, directrice de recherche émérite au CNRS, a contribué, dès le début des années 1990, à l'émergence d'une nouvelle discipline en France : l'informatique juridique. C'est donc autant une précurseuse qu'une mémoire de l'intelligence artificielle en droit qui nous a fait le plaisir de sa venue à Grenoble.



LES MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES A VENIR

Cycle de conférences *Droit et informatique* Rencontre avec Laurence Dumoulin 25 avril 2023 Centre de documentation Léon Michoud



Chargée de recherche au CNRS et directrice de PACTE, Laurence Dumoulin viendra échanger avec les membres du CRJ autour du thème « *De quoi la justice prédictive est-elle le nom ? Algorithmes, décision et jugement* ».

Journée d'étude « En relisant Jean Larguier. Journée d'hommage au Pr Larguier » 11 mai 2023 UGA

Le professeur Jean Larguier est une figure marquante de la Faculté de droit de Grenoble où il a effectué la majeure partie de sa carrière. Il a été à l'origine d'une tradition pénaliste grenobloise dont la descendance se poursuit encore aujourd'hui. Juriste hors du commun, son œuvre diversifiée et fondamentalement originale a constitué une contribution essentielle au droit pénal et aux sciences criminelles.



La manifestation, organisée par Stéphanie Fournier, est destinée à lui rendre un hommage qui, compte tenu de la personnalité du sujet, ne peut être que scientifiquement riche.

Atelier « La photographie et les institutions publiques » 24 mai 2023 Paris

Cet atelier est organisé par Emilie Terrier, Marie Cornu (CNRS) et Isabelle-Cécile Le Mée (historienne de la photographie et chargée de mission pour la photographie patrimoniale à la direction générale des patrimoines du Ministère de la culture). Il s'inscrit dans le cadre d'un programme de recherche mené par l'Institut des sciences sociales du politique (CNRS/ENS Paris-Saclay / Université Paris-Saclay), avec le soutien du département recherche de la direction générale des patrimoines du ministère de la Culture. Ce programme, intitulé « *La photographie et le droit, perspectives contemporaines et historiques* », entend étudier la façon dont la photographie est saisie par le droit.

Cet atelier s'organisera en deux sessions, la première sera consacrée au statut des photographies au sein des institutions patrimoniales, la seconde à la valorisation des collections et fonds des institutions publiques.

Il se déroulera à Paris, au Ministère de la culture.



Colloque « Code contre Code » 21-22 juin 2023 UGA

Le colloque « Code contre Code » organisé par Amélie Favreau se tiendra les 21 et 22 juin à la Maison de la création et de l'innovation (MACI) à Grenoble.

La célèbre formule « Code is law » de nombreuses fois reprise et déclinée en « Code as law » ou encore en « Law is code » continue à interroger particulièrement sous l'influence des technologies numériques émergentes que sont l'intelligence artificielle, la blockchain et demain les technologies quantiques.

Étudiées ensemble et séparément, ces technologies émergentes ou de rupture opérées par le code informatique ont un impact sur la production, la régulation et l'organisation du droit et de la justice. Le terme « contre » souligne alors la concurrence ou l'opposition entre les codes (ou règles) de l'informaticien et du juriste, mais également l'alternative ou encore leur complémentarité. Ces trois significations seront mobilisées durant le colloque. En effet, si la loi peut être un instrument de régulation des technologies émergentes, elle peut également être l'objet de ces enjeux numériques.

En filigrane se pose la question de l'accès et de la compréhension des algorithmes et des processus qui sous-tendent ces technologies. Or, leur degré de maturité varie : les usages de l'intelligence artificielle sont variés et anciens, ceux de la blockchain sont récents et ceux des technologies quantiques demeurent encore au stade de l'imagination. A quel moment le droit est-il en capacité de réceptionner une technologie ?

Une telle réflexion ne peut s'inscrire que dans une large interdisciplinarité. Le colloque ne concerne donc pas seulement les chercheurs en droit et en informatique, mais également les chercheurs en philosophie, sociologie et information et communication afin de mieux saisir et anticiper les grands enjeux humains et sociétaux.

Sur trois continents (Europe, Asie et Canada), des chercheurs en SHS et en ST seront rassemblés en visioconférence et en présence sur deux journées. La première sera consacrée à des présentations thématiques sous la forme de panel dédié à une technologie numérique émergente (IA, blockchain et quantique). La seconde journée sera organisée sous la forme d'un workshop autour d'un cas d'étude rassemblant les trois technologies, élaboré par le Pr. Burkhard Schafer de l'Université d'Edimbourg alors en visiting au sein du CRJ.

La participation à ce workshop est ouverte à tous les chercheurs et doctorants du CRJ. Un court appel à contribution suivra. Il donnera lieu à une publication individuelle et/ou collective dans le cadre d'un ouvrage publié aux Edinburgh Press University. La langue de travail est l'anglais.

Université d'été franco-allemande
28, 29 et 30 juin 2023
UGA

Cette nouvelle université d'été franco-allemande accueillie à la faculté de droit aura cette année pour thème « Droit et alimentation saine et durable : regards croisés en droit français, allemand, européen et international ».

Elle est organisée en partenariat par le CRJ, le CESICE, le Centre juridique franco-allemand, la Faculté de droit de l'UGA, et l'Université de la Sarre.

La programmation scientifique de ces trois journées est préparée par Fabien Girard et Alice Leconte, doctorante.

Alors que l'Union européenne lance un nouveau cycle de la Politique Agricole Commune (2023-2027), la question de l'alimentation et de l'agriculture est au cœur du débat public. Durant les 3 jours, les interventions de chercheurs aguerris et les ateliers de jeunes chercheurs aborderont la question de l'alimentation saine et durable et ses enjeux sanitaires et environnementaux.

L'Université d'été poursuit un double objectif : d'une part, nourrir ces réflexions et comprendre l'état du droit positif en matière de droit à l'alimentation saine et durable ; d'autre part, s'intéresser aux limites des conceptions théoriques juridiques actuelles et proposer ainsi des pistes de redéfinition de ce cadre.

Une conférence citoyenne le jeudi 29 mars au centre ville de Grenoble viendra compléter ces ateliers.

Une stagiaire, Kahalanie Haapa, accompagnera l'équipe dans l'organisation de cet événement (elle sera sous la responsabilité du Cesice).

Mot des représentants

L'année 2023 est maintenant bien engagée et nous espérons que celle-ci se déroule au mieux pour l'ensemble des doctorantes et doctorants du CRJ. Nous restons à votre disposition en particulier au regard des difficultés ou problématiques que vous pourriez rencontrer dans votre parcours. N'hésitez pas à nous contacter ainsi qu'à nous faire part d'éléments que vous souhaitez porter à la connaissance du Conseil de laboratoire.

Aujourd'hui nous souhaitons nous faire le relai de la riche activité menée par l'ADDUGA ainsi que de ses événements à venir et en profitons pour remercier l'investissement et le dynamisme de ses membres.

En fin d'année 2022, outre la tenue du colloque des doctorants dont les actes feront l'objet d'une publication en 2023, l'association a mené plusieurs événements de convivialité pour renforcer la cohésion des doctorants en droit et d'autres sont à venir pour l'année 2023.

Début janvier, l'ADDUGA a organisé plusieurs modules d'initiation à la rhétorique à destination des étudiants de L2 construits autour de plusieurs axes en particulier la découverte de la rhétorique, ses techniques et l'aide à la prise de parole en public. Nous remercions en ce sens vivement les doctorantes et doctorants du CRJ et du CESICE qui ont été impliqués et ont donné de leur temps en particulier Camille MOUTOUS et Océane BONNARD (organisatrices), Yannick AHONZO, Pierre BASSERES, Fatma BEN HASSINE, Alice LECONTE, Alex LAMARCHE, Maria MAKHLOUF, Jean-Benoît MORO, Sarah SCHMALIAN et Islam SHALIK.

L'ADDUGA a également le plaisir de vous annoncer la tenue des rencontres doctorales auvergnate-rhône-alpines. Organisé conjointement avec les associations des doctorants en droit de Lyon et de Clermont-Ferrand, l'évènement se tiendra le 15 mai 2023 sur le thème du dépassement de la frontière entre le droit public et le droit privé pour les doctorants. La matinée sera consacrée à la réflexion théorique sur le sujet et dans l'après-midi seront organisées des tables rondes thématiques qui étendront la discussion de manière plus informelle. Si vous souhaitez y participer, n'hésitez pas à contacter l'ADDUGA (adduga38@gmx.fr) ou Fatma BEN HASSINE et Camille MOUTOUS.

Par ailleurs, l'ADDUGA s'associe à nouveau à l'organisation d'une Université d'été franco-allemande. Cette manifestation scientifique aura lieu du 28 au 30 juin 2023 sur le thème « Droit et alimentation saine et durable : regards croisés en droit français, allemand, européen et international ». Elle est coorganisée par Fabien GIRARD (CRJ), Constance CHEVALLIER-GOVERS (CESICE), Alice LECONTE (CRJ) et Florence RENARD (Centre juridique franco-allemand).

Enfin, l'ADDUGA souhaite vous rappeler l'édition 2023 du concours de création visuelle « La responsabilité imag(in)ée » organisé par Hafida BELRHALI, Sara BRIMO et Anne JACQUEMET-GAUCHE.

Apolline BERNARD, Cassandra PAULET et Pierre BASSERES.

Soutenances de thèse à venir

- **Oussema Chebbi** - soutenance de la thèse « *La soft law, un moyen de régulation économique: approche de droit comparé France - Tunisie* », le 6 juillet, à la MJK, sous la direction de Sébastien Bernard et la co-direction de Karim Chayata (Université de Sousse, Tunisie).

- **Yéliz Erdogdu** - soutenance de la thèse « *L'ordre public successoral français à l'épreuve de l'europanisation du droit international privé des successions* », le 27 juin 2023, sous la direction de Michel Farge.

- **Farah Jerrari** - soutenance de la thèse « *La durabilité énergétique en droit international* » sous la direction de Sabine Lavorel, le 11 juillet 2023, 14h, à la Faculté de droit.

Soutenances de thèse passées

- **Ludovica Robustelli** - soutenance de la thèse « *Le droit à l'autodétermination informationnelle en droit européen* », le 29 novembre 2022. Sous la direction de Romain Tinière.



- **Lison Leneveler** - soutenance de la thèse « *L'accueil des personnes exilées, la fabrique d'une compétence communale. Le cas de Villeurbanne (2015-2022)* », le 1er décembre 2022. Sous la direction de Nicolas Kada.

- **Mickaël Gros** - soutenance de la thèse « *Les métamorphoses de la protection des biens en droit de la famille* », le 5 décembre 2022. Sous la direction d'Ingrid Maria.



- **Julie Bukulin** - soutenance de la thèse « *L'articulation du droit commun et du droit spécial des contrats Essai sur le concept « d'influence réciproque »* », le 5 décembre 2022. Sous la direction d'Agnès Maffre-Baugé.



- **Loïc Bret** - soutenance de la thèse « *L'avènement du concept d'identité de genre : une illustration du phénomène de dynamisme des normes* », le 12 décembre 2022. Sous la direction de Romain Tinière et de Michel Farge.

- **Arnaud Fillon** - soutenance de la thèse « *L'accord de Transfert de Matériel Biologique, un contrat innomé en droit du vivant* », le 8 décembre 2022. Sous la direction d'Etienne Vergès.



- **Laetitia Ndoti-Ngbale** - soutenance de la thèse « *L'efficacité du droit de l'internationalisation des municipalités du Québec. Une voie de compréhension des relations entre les normes des trois ordres gouvernementaux* », le 14 décembre 2022. Sous la direction de Nicolas Kada et de Patrick Taillon (Université de Laval, Québec).



- **Ibrahima Sory Camara** - soutenance de la thèse « *Propriété et domanialité publiques en Guinée* », le 4 avril 2023. Sous la direction de Philippe Yolka.

